

*Publié sur le site internet de la
commune le 23/12/2025.*

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC POUR DES TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE PLATE-FORME
D'ACCÈS PMR EN BÉTON DEVANT LE COURT DE TENNIS SITUÉ RUE DES
FERRAGES (PARCELLE N° A 782)**

La Maire de LA BASTIDONNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2122-1 à L.2122-3 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la demande en date du 18/12/2025 de la société GONSALVES PAYSAGES tendant à être autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de création d'une plate-forme d'accès PMR en béton devant le court de tennis situé Rue des Ferrages (parcelle n° A 782) ;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont nécessaires pour améliorer l'accessibilité des équipements sportifs aux personnes à mobilité réduite ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'autoriser temporairement l'occupation du domaine public communal ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : La société GONSALVES PAYSAGES est autorisée à occuper temporairement le domaine public communal pour la réalisation de travaux de création d'une plate-forme d'accès PMR en béton devant le court de tennis situé Rue des Ferrages (parcelle n° A 782).

ARTICLE 2 : Les travaux se dérouleront le 05/01/2026 entre 8h00 et 18h00.

ARTICLE 3 : Les travaux devront être réalisés en assurant la sécurité des riverains et des usagers de la voie publique.

ARTICLE 4 : Le bénéficiaire mettra en place la signalisation temporaire réglementaire et prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers ;

ARTICLE 5 : A l'issue des travaux, le site devra être laissé en parfait état de propreté.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire est responsable de tout dommage pouvant survenir du fait de l'exécution des travaux.

ARTICLE 7 : Madame la Maire de la commune de **LA BASTIDONNE**, la Gendarmerie de Pertuis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Bastidonne, le 22/12/2025

La Maire,

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.



Jean-Charles BARBANT
Pour le Maire et par délégation,
Adjoint délégué urbanisme
et travaux.